

CHAPITRE X.

Il importe à la France de connaître ses hommes d'État
— La révolution de juillet devient entre leurs mains
une école de brigandage. — Calamités d'un État
où l'esprit public n'offre plus d'obstacle à la corrup-
tion. — De nos collèges électoraux et de nos députés.
— Lâchetés au dehors comme au dedans du royaume.
— Charges, honneurs, richesses, tout tombe dans l'a-
vilissement. — Le scandale des fortunes mal acquises
fait prendre en haine le principe même de la propriété.
— Paris en proie à l'esprit de commerce et d'industrie.
— L'ancien honneur français devient suspect au monde
entier. — Nous nous familiarisons avec tous les vices,
avec tous les crimes; et le sens moral de la nation
achève de s'éteindre au milieu des sectes et des fausses
doctrines qui désolent la société.

Autant vaudrait pleurer une nation au
tombeau que de la voir privée de cet esprit
public qui est l'âme de la vie sociale, et

comme l'organe sacré de la raison des peuples. Autant vaudrait, pour un empire, n'être plus, que de languir dans l'humiliation où le font descendre les derniers excès d'une civilisation corrompue. Quelle que soit la source empoisonnée de nos misères, à quelque cause qu'on les veuille rapporter, toujours est-il que la France ne saurait maintenant sans rougir arrêter ses regards sur elle-même. Et ce que nous ne devons jamais perdre de vue, c'est que nous avons été continuellement dupes de la mauvaise foi du pouvoir ; c'est que le pouvoir n'a jamais paru à la tête de nos révolutions que pour nous jouer et nous trahir. Bref, c'est encore le pouvoir qui, dans ces derniers temps, nous a infatué de toutes les chimères constitutionnelles, de toutes les illusions du gouvernement représentatif, le plus funeste et le plus perfide de tous les mirages politiques.

Que la France sache bien qu'elle ne

peut plus attendre son salut que d'une parole franche et loyale, que de la vérité dite dans toute sa force, sans réserve, sans contrainte, sans aucune de ces vaines considérations qui nous la font trop souvent dissimuler. Quels ménagements avons-nous donc à garder avec des hommes qui se sont mis à la tête de la nation pour la corrompre et la déshonorer ? avec des hommes qui se disent nos maîtres, parce qu'on n'a pu lutter contre eux de mensonges et de bassesses ? Peut-il d'ailleurs rester quelque doute sur le but que se propose le pouvoir, quand on voit ses conseillers intimes, ses affidés et ses propres organes se recruter parmi les avides suppôts des plus méchantes cabales ? Ne rencontrerait-on pas encore dans les premières charges de l'Etat, et ceux qui ne servirent la restauration que pour la perdre, et ceux qui ne se sont déclarés ennemis que parce qu'elle ne les voulait point apparemment payer assez cher ?

Elle est encore présente à ma mémoire cette glorieuse révolution de juillet, cette immortelle déception des trois journées, où nous vîmes d'abord se ruer sur les emplois la foule toujours grossissante des plus farouches tribuns, tous nos Spartiates de l'opposition constitutionnelle, tous ces vieux capitaines de l'école impériale, que quinze années de paix, disaient-ils, avaient ruinés. Puritains et carbonari, l'insatiable phalange ne songe plus qu'à réparer le temps perdu. Il leur faut des honneurs, il leur faut surtout de l'argent ; et de toutes parts pleuvent les pots-de-vin, et se concluent d'indignes marchés, flétrissants pour le pouvoir et ruineux à l'État. Les industriels, les fournisseurs savent à quelles portes ils doivent frapper ; personne n'ignore dans quel dessein le gouvernement se pique de tout changer et de tout remettre à neuf.

C'est une chose de fait, que les Romains

ont continuellement perfectionné leur manière de combattre, et n'ont jamais cessé d'emprunter des autres peuples ce qu'ils croyaient être d'un meilleur usage à la guerre. Mais on ne dit pas que leurs généraux changeassent à tout instant l'habillement et les armes du soldat, pour se donner l'occasion de faire de nouveaux marchés ; on ne dit pas qu'ils vendissent aux ennemis les munitions de guerre et jusqu'aux munitions de bouche de leur armée.

Or, puisque nous en sommes venus à citer les Romains, il faut bien que l'on sache pourquoi leurs hommes d'État trouvèrent si longtemps dans l'opinion publique un appui que ne sauraient y trouver les nôtres. On admire encore la pauvreté sublime de leurs plus illustres généraux, guerriers et hommes d'État tout à la fois. On admire encore le désintéressement avec lequel ils embellissaient leur ville de ces

curieuses productions de l'art, que l'on s'entend si bien de nos jours à faire passer dans des galeries particulières. Et quand on pourrait oublier de si beaux exemples de modération et de vertu, comment d'ailleurs ne sentirait-on pas la différence qu'il y a entre ces sénateurs romains, qui se taxaient toujours plus haut que les autres, entre cette généreuse compagnie qui sut, même dans certaines occasions, affranchir le petit peuple de tout impôt, et nos hommes du pouvoir, pesant sur la nation de tout le poids de leur avarice, et une aristocratie de fonctionnaires publics qui n'a d'autre but que d'augmenter à son profit les charges de l'Etat ?

Lorsque le premier rang devient en quelque sorte le prix de la bassesse ; lorsqu'on n'y arrive que par l'intrigue et la trahison, avec la certitude de ne conserver le pouvoir que par des moyens odieux, il faut bien reconnaître que la corruption

nous est non-seulement venue des hautes classes de la société, mais de ceux-là même qui avaient en dépôt nos lois, la morale et la justice. Ce serait, en effet, une chose singulière, que des hommes qui doivent leur élévation aux plus méchants artifices, ne cherchassent pas encore à faire de la corruption la base et le soutien de leur gouvernement. Quel autre moyen ont-ils donc de remplacer la vertu qui leur manque? Quel repos, quelle paix osent-ils espérer, si ce n'est du progrès d'une gangrène qui leur livre la société faible et mourante, incapable de résister à leurs attentats?

Ce n'est pas telle révolution, tel régime ou tel pouvoir qu'il faut accuser de notre perte, mais toutes nos révolutions ensemble et tous les gouvernements que, depuis un demi-siècle, nous avons subis. Ils ont si souvent eu recours à la perfidie; ils ont si bien su miner en France tous les senti-

ments forts, toutes les idées généreuses, qu'une fois la dernière digue de l'esprit public rompue, la corruption a dû se trouver maîtresse sur tous les points et disposer en souveraine de toutes les parties de l'ordre social. Il suffit d'un coup d'œil pour sonder ce chaos de malheurs et d'infamies.

D'abord, en examinant la chaîne des droits politiques, nous trouvons à la surface de la nation cette mesquine aristocratie des électeurs chargée par privilège exclusif de donner à la France des représentants. On sait de quelle manière les choses se passent dans nos collèges électoraux, où l'on ne choisit la plupart du temps, pour les envoyer à la chambre, que des amis ou des complices du pouvoir. Mais il y a une majorité qui décide, un budget qui tous les ans augmente de quelques millions, un peuple qui doit se taire et souffrir légalement; et on ne demande point d'autres

preuves de la bonté du régime constitutionnel.

Or, si, comme le dit Rabelais¹, la pratique de médecine est une farce jouée à trois personnages, le malade, le médecin, la maladie, il faut avouer que de notre temps nous connaissons une farce encore plus curieuse, je veux dire celle du gouvernement représentatif qui se joue aussi à trois personnages, et où le peuple, au milieu de ses longues souffrances, voit toujours le médecin s'entendre avec la maladie.

Vous savez comment se font les affaires de la France. Rien de plus simple que la marche d'un pouvoir qui n'aspire qu'au rôle de conciliateur. C'est tout juste par cette politique que sont aujourd'hui d'intelligence et ceux qui ont mission de fermer les plaies de l'État et ceux qui veulent

¹ ÉPÎTRE A MONSIEUR ODET.

qu'on les laisse saigner à leur profit. La misère du peuple et son abaissement ont été résolus d'avance, et c'est en raison même du mal qu'on lui fait que pleuvent les honneurs et les dignités. Qu'espérer d'une chambre qui ne peut être regardée comme l'expression de la conscience publique ? Qu'attendre d'une majorité parlementaire que le pouvoir aura fait sortir de l'urne électorale, comme un escamoteur fait sortir de ses cartes ajustées la carte dont il a besoin ?

Toute assemblée élective qui se recrute par le moyen de faux électeurs et de faux éligibles, à l'aide de menaces, de promesses, de pensions, de charges et d'honneurs, ne peut que continuer par de nouvelles bassesses le scandale de son origine. Elle doit avant tout répondre à l'attente de ceux qui l'ont mise en œuvre, et ne s'effrayer point pour grande que soit l'infamie qu'on lui commande. Il faut qu'elle apprenne à vo-

ter des récompenses à la trahison, et passe en même temps sur de glorieux services à l'ordre du jour ; qu'elle reconnaisse des dettes honteuses , et refuse d'acquitter celles de l'honneur. Il faut qu'une pareille assemblée sache se donner à elle-même des démentis, et que, revenant contre ses propres résolutions, elle ne craigne point de défaire au scrutin secret ce qu'elle aura décidé par un vote public : toutes choses, du reste, fort naturelles dans l'état de décadence et d'odieuse servitude où nous sommes volontairement tombés.

Et si nous examinons ce qui se passe au dehors, c'est encore là peut-être que se fait le plus vivement sentir la honte de notre politique. De méchantes intrigues, de pernicieux desseins sont formés par ceux qui nous gouvernent. Rarement il sort de leurs conseils un ordre qui ne devienne pour la France un sujet de douleur et d'opprobre. Suivez nos diplomates dans les cours étran-

gères; suivez-les chez les peuples les plus éloignés, comme chez nos plus proches voisins, et dites en quel lieu de l'univers nous n'avons pas à rougir de quelque lâcheté! S'il y avait encore une France et une opinion publique, ce serait par la main du bourreau qu'il faudrait faire déchirer nos engagements avec les États-Unis, et nos traités de la Tafna et du Mexique.

Comment pourrait-on se rappeler de sang-froid tant d'indignités, tant de turpitudes, tant de prodiges de bassesse et d'infamie qui ont signalé le succès de nos armes en Afrique, ainsi que le triomphe de nos lumières et de notre civilisation? Quelle a été notre conduite depuis dix ans au milieu des Arabes? Que sommes-nous allés leur porter, sinon le scandale de nos mœurs; sinon des habitudes de désordre et d'impudence, et tous les raffinements

de notre avarice ? Oh ! que l'on avait bien raison de donner à cette colonie le nom de nouvelle France ! En effet, ne recueille-t-elle pas déjà le fruit de nos progrès ? n'est-elle pas en possession de tous les avantages que lui peut procurer la politique de la mère-patrie ? Non-seulement nous abandonnons nos amis, nous trahissons nos alliés, mais nous nous réconcilions lâchement avec un chef de brigands. Et la France reconnaît l'autorité de ce barbare ; et elle lui dresse un trône, et livre à son cimeterre de malheureux transfuges qui n'eurent d'autre tort que de se confier à l'hospitalité de nos gouverneurs !

Il y a dans cette conquête d'Afrique une telle suite de crimes et de bassesses, qu'on

¹ On a poussé le pillage et la profanation à ce point que l'industrie, étendant ses spéculations jusque sur les cimetières, s'est mise à prendre sous les yeux mêmes des Arabes les ossements de leurs pères pour en faire du noir animal.

ne peut guère la regarder que comme une entreprise, ou, si l'on veut, comme un débordement de notre corruption. Si vous remontez à la cause de la guerre, ce sont d'abord des hommes d'État de la restauration qui se partagent les cinq millions que l'on devait au dey. Puis, à quelque temps de là, comme l'exemple était bon à suivre, de nouveaux héritiers du pouvoir procèdent à un nouveau partage des trésors de la Casbah. Ce qui n'empêche pas la foule des clients et des protégés, et tout le peuple fonctionnaire, de courir ensuite en Afrique pour y chercher fortune. Et, cependant, que feront-ils au milieu de cette Algérie que vient de dépouiller notre cupidité, chez des barbares qui ont à nous offrir ni tableaux, ni vaisselle d'or, ni pierres précieuses, ni riches madones? Rapportez-vous-en, pour trouver d'autres ressources, à nos habiles de l'administration. Ce sera dorénavant sur les grades,

sur les récompenses, sur toutes sortes d'emplois qu'ils spéculeront ; ce sera sur les malheurs de la colonie, sur la propre honte de nos armes, sur la détresse et l'agonie du soldat. Eh ! qu'importent la ruine et le désespoir d'une armée ? N'y a-t-il pas en France des *quitus* pour tout le monde ?

Comment redouterait-on au dehors la sévérité d'une métropole où depuis si longtemps la concussion est passée en coutume ; la colère d'une nation qui ne sait même plus s'indigner des excès de ceux qui la gouvernent ? Vous pouvez, entre mille autres exemples, vous rappeler ce procès fameux où succomba l'honneur d'un préfet de police. Dans cette seule affaire, que de sales intrigues, que de marchés infâmes, que de voleries, de rapines, d'exactions ! Et toutefois je crois sans peine ce magistrat, lorsque, pressé par l'accusation et faute de meilleures excuses, il prétend n'avoir fait que suivre l'usage administra-

tif de ses devanciers et des ministres eux-mêmes. Comme lui, nous savions que l'on crée tout exprès des charges pour la parenté de gens en faveur; et nous ne nous étonnons point de l'exemple qu'il cite, d'une place d'agent de change, sur laquelle on aurait imposé au donataire l'obligation de compter à un maréchal de France la somme ronde de cent mille francs. Ces faits, si honteux qu'ils soient, ne découvrent encore qu'une bien faible partie de ce qui se passe au fond de l'ancre ministériel, dans ce cloaque où toutes les forces de la civilisation s'usent à donner aux plus grandes infamies une apparence d'ordre et de légalité.

N'oublions pas que dans cet odieux trafic d'emplois et de faveurs, ainsi que dans toutes les autres atteintes portées à nos institutions, nous voyons toujours figurer au premier rang les anoblis de l'empire. La chose est toute simple. De

nouvelles bassesses s'expliquent par l'entraînement de l'habitude et par la continuation en France de l'école impériale. Or, on saura que par cette école nous entendons tous les hypocrites de patriotisme et d'honneur national, tous nos prétendus chercheurs de gloire, tous ceux enfin que Bonaparte avait gorgés de biens pour les enlever à la patrie, et qu'on lui a bientôt enlevés à lui-même par l'appât de nouvelles richesses et de nouvelles grandeurs.

Aussi, quiconque voudra réfléchir sur l'usage que l'on a fait parmi nous des honneurs et des dignités, ne s'étonnera plus de l'avilissement où sont tombées de nos jours toutes les distinctions. Il n'est ni enseignements philosophiques ni enseignements religieux qui nous puissent jamais montrer la gloire de ce monde plus vile et plus misérable. Il faudrait, pour se faire l'idée d'une pareille corruption, remonter à l'époque où les honnêtes gens, à Rome, refusaient des

statues et les honneurs du triomphe.

Ce que l'on dit ici des grandeurs et des récompenses peut être également appliqué à l'éclat des richesses qui ne sert maintenant qu'à attirer la haine et le mépris à ceux qui les possèdent. On a vu trop de monde faire fortune par des moyens infâmes, pour que le peuple à la fin ne se soit pas mis en colère. C'est la mauvaise opinion que l'on a généralement des riches, qui fait que tant de gens aujourd'hui pensent à attaquer le droit même de propriété. On s'emporte contre un régime qui met en de si détestables mains le fruit sacré du labeur des peuples. On reproche à notre ordre social actuel la prospérité toujours croissante des intrigants et la scandaleuse fortune de ses privilégiés, hommes stupides pour la plupart, insolents parvenus dont la brutale ignorance¹

¹ De notre temps, il n'est pas rare de rencontrer à Paris même des millionnaires qui savent à peine signer

suffirait pour salir et gâter tout un siècle.

Ce n'est pas la voix seule de la justice ; mais l'intérêt même de la société qui demande que tout homme puisse améliorer son sort et parvenir de la plus humble condition au rang le plus élevé. Mais une loi non moins absolue veut aussi que ce changement de fortune n'ait lieu que d'une manière insensible, pour un petit nombre de citoyens à la fois ; et à mesure que se fait leur éducation sociale. Car, de la brusque irruption des dernières classes du peuple, il ne saurait jamais sortir, comme nous l'avons vu de nos jours, qu'une race impudente, qu'une aristocratie basse et cupide, aussi mal instruite des lois de la bienséance que de celles de l'honneur, et tout au plus propre à dé-

leur nom ; et l'on peut se figurer le ridicule personnage que font au milieu de l'opulence ces riches chez lesquels l'avarice se dispute à la mauvaise éducation.

truire, par son mauvais exemple, les mœurs et le caractère d'une nation.

Or, ce qui contribue surtout à augmenter le mal, c'est que Paris, le siège du gouvernement, Paris, le siège des sciences et des beaux arts, le centre des richesses, des affaires, des plaisirs, n'estimant point apparemment sa part assez belle, ait encore voulu rechercher la prospérité enivrante et l'orgueilleuse splendeur d'une ville de commerce. Il n'y avait tout juste que ce moyen pour achever d'éteindre cette générosité naturelle et cette délicatesse de sentiments qui distinguaient notre nation entre toutes les autres. Et, en effet, l'on peut voir comme, en un instant, la politesse et l'aimable bonhomie du vieux Paris ont fait place à l'impertinente arrogance qui forme le caractère distinctif de l'homme de bourse. C'est le banquier, c'est l'agent de change, c'est le dévaliseur en équipage, le monopoleur breveté et pa-



tenté qui décident maintenant de la mode et donnent le ton. Le commerce fait aujourd'hui les mœurs ; et certes , à la fatuité bourgeoise qui nous a gagnés , à notre luxe révoltant et stupide ¹, à nos conceptions burlesques et sauvages, il n'est que trop facile de reconnaître quels sont parmi nous les législateurs du goût.

Ne fallait-il pas, d'ailleurs, réfléchir qu'en ouvrant dans la capitale de nouvelles voies à l'industrie, on allait infailliblement surcharger du rebut des provinces une population déjà excessive ? Comment ne s'est-on pas effrayé de cette volée de spéculateurs affamés qui s'abattent partout où l'on remue de l'argent ? Comment n'a-t-on

¹ Il y a des chambres à coucher dont les patères sont ornés de pierres précieuses, et dont la tenture, tout en point d'Angleterre, vaut seule une somme considérable. Que l'on se figure par là les autres meubles : des secrétaires de 5 à 6,000 francs, des couches du même prix, et des pendules encore plus chères. N'a-t-on pas vu à l'exposition des mouchoirs de *deux mille francs* ?

pas prévu l'irruption funeste de ces hommes aventuriers, de ces hommes d'intrigue et de mauvaise vie, que tient continuellement en haleine l'espoir du crime ? Et remarquez bien que je ne parle pas ici de la jeunesse industrielle, accourue des départements pour perfectionner à Paris son éducation mercantile. Exposée à tous les dangers de la séduction, n'est-elle pas maintenant une des grandes plaies de ce même commerce qu'elle flétrit et désole par ses rapines ? Qui peut dire le nombre des jeunes commis marchands qui viennent chaque jour se gâter à Paris, et sortent de la boutique, où on les entasse, pour aller au bague achever leur apprentissage ?

A une époque où le vol et l'industrie se confondent ensemble, où le crime participe à toutes les entreprises, et touche, pour ainsi dire, par tous les bouts nos plus brillantes fortunes, on peut aisément se figurer ce qu'est en France le gros des

commerçants. Au contraire de l'ancienne féodalité, qui du moins formait des hommes robustes, de bons et vaillants soldats, l'aristocratie industrielle, vraie sangsue des peuples, ne laisse pour les besoins de l'État qu'une génération rabougrie, débile et rachitique. Nos hobereaux de comptoir veulent aussi la guerre, mais une guerre de concurrence, cette guerre de fraude et d'odieuse rivalité qui se fait sous le toit rigoureux de la mansarde, dans d'obscurs souterrains, dans des caves humides, ateliers infects où le pauvre use sa vie pour donner un rang à ses maîtres. C'est là qu'on énerve, qu'on abrutit et assassine le peuple-ouvrier ; tandis que sous les ogives dorées de la boutique se rencontrent tous les pièges que peut tendre la mauvaise foi d'un marchand qui vise à la députation ou à la pairie.

Et, à cet égard, ne convient-il pas de montrer les fruits que porte la science

chez une nation qui n'a plus ni règle ni conscience publique. Targuons-nous un peu moins de nos connaissances perfides, de ces inventions et de ces découvertes nouvelles dont s'empare d'abord l'industrie pour tromper tout le monde. Par les services qu'on lui fait rendre, la science, de nos jours instrument de fraude et de crime¹, doit non-seulement tourner à notre honte, mais encore à la ruine des honnêtes gens. Ainsi je me demande ce que l'on a gagné au progrès de la mécanique ou de la chimie, sinon de voir le commerce se livrer à de plus habiles tromperies, et, par mille procédés nouveaux, dénaturer ou falsifier tout ce qui tombe entre ses mains, sans en excepter une seule partie de la nourriture de l'homme, sans en excepter même ces précieuses sub-

¹ Tel est le progrès de la science, que le gouvernement lui-même se trouve aujourd'hui dans la nécessité de recourir à la confection d'un papier de sûreté.

stances que l'on emploie journellement à sa guérison ?

Ce ne sont pas seulement nos colonies qui se plaignent du commerce de la métropole et de la trop grande habileté de nos spéculateurs, ce sont, en général, tous les peuples avec lesquels nous trafiquons. Si l'on veut s'enquérir de ce qui se passe aux bureaux de douane des autres pays, on saura que les caisses venues de France sont peut-être les seules du monde entier qu'un correspondant ne veuille recevoir qu'après l'examen public des marchandises qu'elles renferment. De sorte que ce vieil honneur français, déjà si suspect à tant d'égards, banni successivement de nos relations diplomatiques et de nos relations commerciales, finira probablement dans la suite par ne mériter non plus de confiance que la foi d'un Carthaginois ou les serments d'un Grec.

Les mœurs ne se gâtent point à demi ;

et l'on devait enfin prévoir le caractère de violence que prendraient les passions d'un peuple qui ne croit plus qu'à l'argent et au plaisir. La fortune a fait parmi nous de si étranges coups, qu'il n'est pas aujourd'hui de dessein funeste que l'on ne soit capable de rouler dans sa tête. Tout est dans la génération présente emportement de haine, colère, basse envie ; et ceux qu'un odieux manège a portés au premier rang, tout fiers de la pensée de nous éblouir, ne se sont pas aperçus que cette rapide élévation ne faisait qu'exciter l'audace et la cupidité de leurs rivaux. Car ces biens, que semblait interdire au peuple son humble condition, il les tient maintenant pour être à sa portée, et ne pardonne point que d'autres fassent leurs délices de ce qu'il ne saurait posséder lui-même.

Il est un point de corruption où les vices touchent à la folie, où le crime même s'exalte et tourne en délire. Et comme on

a mis depuis longtemps le principe du progrès dans le scepticisme et la licence, de là vient aussi que le peuple se laisse maintenant aller à cet esprit de débauche et de brigandage qui sans doute lui fait prendre pour des marques d'émancipation les plus grandes monstruosités. Mais que dis-je ? Peut-être est-ce déjà juger trop sévèrement l'infanticide et l'avortement, et le viol et l'inceste, si communs de notre temps, et tous ces amours qui finissent par une tragédie et tous ces désenchantements qui aboutissent au suicide. En réfléchissant à la manière vraiment effrayante dont se multiplient les crimes, ainsi qu'à leur caractère de fureur et d'atrocité, on ne peut s'empêcher de reconnaître encore ici la triste influence de l'école romantique¹, de

¹ Consultez toutes nos statistiques criminelles, aussi bien les comptes rendus des corps savants que ceux de la justice, et vous serez vraiment effrayé de l'horreur des crimes qui se commettent et de la rapidité avec laquelle

cette secte criminelle qui ne cherche qu'à réveiller dans le cœur de l'homme de lâches et féroces instincts. Il faut, d'ailleurs, un étrange bouleversement dans les idées d'une nation, pour qu'elle en puisse venir

ils augmentent. Parmi les plus atroces, les uns s'élèvent au double, les autres ont plus que triplé; et de ce nombre il faut mettre le parricide et le viol sur l'enfance. Voilà ce qui fait aussi que, pour la première fois, la justice criminelle s'est vue dans la nécessité d'établir en même temps deux sections d'assises. Or il n'est guère de ces scélérats dont on vient à éplucher la vie en cour d'assises, qui n'aient d'abord figuré dans les rangs des romantiques, ou ne se soient au moins nourris de leurs livres infâmes. Quels que soient l'âge, le sexe, la condition des accusés, c'est toujours la lecture de la nouvelle école qui les a pervertis, et qui mène au bague ou à l'échafaud ceux qu'elle n'a pas déjà portés au suicide. Enfin, on a vu des bandits, sur le point de se faire justice, prendre la peine d'écrire, avant de se donner la mort, pour appuyer du nom même de quelqu'un de nos dramaturges ce qu'ils appelaient le dénouement du drame. Et, en ce moment, ils ne paraissaient encore préoccupés que du ton romanesque qu'une vie criminelle et une si triste fin allaient donner, disaient-ils, à leur personnage.

Le pouvoir, dans les voies où il s'est engagé, ne pouvait manquer de sourire à une littérature qui lui promet d'énerver par la débauche et la corruption la plus effrénée ce qui reste encore de vie morale dans le peuple.

non-seulement à s'argumenter en faveur du crime, mais à donner encore aux plus grands scélérats des marques éclatantes d'intérêt et de bienveillance.

Voilà la marche de la perversité humaine. Au surplus, rien ne prouve mieux que cette compassion absurde, que cette immorale et odieuse sympathie, à quel degré de honte et d'avilissement est descendue l'opinion publique. Il n'est pas à présent de monstre qui n'espère jouer un rôle, qui ne se pavane dans le crime, et ne compte sur l'horreur même de son forfait pour trouver place dans notre admiration. L'assassin a ses apologistes et ses flatteurs ; on lui reconnaît une verve et des inspirations d'artiste ; et comme on disait un beau poëme et un beau discours, on dit maintenant un *beau* meurtre, un *beau* crime. On veut savoir quels sont dans sa prison les faits et gestes d'un scélérat ; comment il y passe son temps, s'il fait bonne con-

tenance, s'il rit ou s'il pleure. Après quoi, vous ne vous étonnerez pas qu'on lui fasse porter, comme à Lacenaire, force paniers de vin de Champagne, ou qu'on lui demande, comme à Fieschi, de ses cheveux et de ses autographes; sans pour cela négliger les mémoires et les portraits et mille autres petites marques d'intérêt que l'on se doit entre artistes et gens célèbres.

Contre l'infamie qui nous gagne, il n'y avait plus d'autre ressource que la sévérité des condamnations; il n'y avait plus d'autre remède que ces exemples terribles dont s'épouvante le cœur même le plus pervers. Mais les folles idées qui gouvernent maintenant l'esprit public se sont fait jour jusque dans le sanctuaire de la justice; et l'on sait par quelle application mensongère de la loi les jurés trouvent sans cesse le moyen de trahir avec leurs propres serments le devoir sacré que leur impose la société. On ne cite guère de verdict dont

le bon sens n'ait à rougir, qui ne soit entaché de mauvaise foi et rendu sous l'influence des plus absurdes doctrines. Le jury s'est fait à son tour jeune France et romantique; c'est-à-dire le fauteur aveugle de toutes les sottises nouvelles et l'imprudent ennemi de tout ce qu'on avait appelé jusqu'à ce jour morale, équité, raison. Il nie aussi la liberté de l'homme, rejette sur l'influence de certains organes nos vices et nos crimes, et, se plaçant continuellement au-dessus de la loi, s'étudie d'abord à éluder celle qui prononce la peine de mort. Partout règne une hypocrite philanthropie¹, une indigne et fallacieuse pitié qui ne tend à rien moins qu'à confondre toutes les notions du bien et du mal, du juste et de l'injuste². C'est l'anéantissement même

¹ Il n'est pas jusqu'aux charpentiers que ne gagne l'émotion romantique, et qui, protestant à leur manière contre la peine de mort, ne se mêlent de pétitionner et de refuser même leurs bras pour dresser l'échafaud.

² Un député, M. de Lamartine, n'a-t-il pas eu le cou-

du sens moral de la nation ; c'est une lâche et odieuse capitulation de la conscience publique avec tous les crimes : dernier trait d'infamie auquel ne pouvait manquer de nous conduire cette fatale condescendance de l'opinion qui , depuis si longtemps, sert d'excuse à toutes les tyrannies, et garantit à toutes les usurpations le succès et l'impunité.

rage de débiter en pleine tribune des phrases comme celles-ci : « Le plus souvent le criminel est en délire ; il « est poussé par une force illicite. Alors l'homme n'est « plus maître de lui : déjà, dans sa pensée, le crime est « commis, et l'intimidation de la peine de mort n'agit « pas sur sa démente, etc. ? »